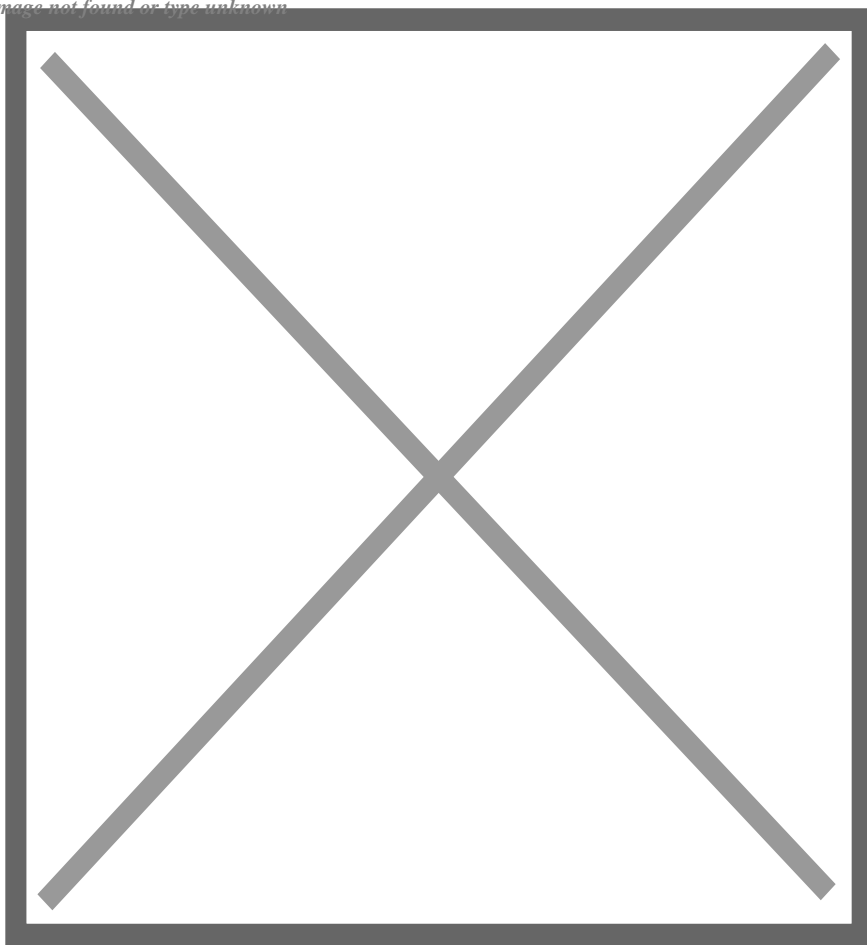


Les journalistes argentins rejetent les déclarations sur Cuba

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 20 déc (RHC) Le Club des journalistes amis de Cuba (Capac) a rejeté aujourd'hui les déclarations de certains fonctionnaires et commentateurs des médias sur la présence présumée d'"agitateurs" cubains et vénézuéliens dans ce pays.

Cet argument ne fait que répondre à une mise en scène pour créer "l'ennemi commun" et appliquer, avec l'aval d'un secteur de la société, un protocole de la ministre de la Sécurité Patricia Bullrich. L'objectif est

de criminaliser la protestation sociale, de faire une démonstration de force et de restreindre le droit légitime de manifester publiquement, indique un communiqué de l'organisation.



En outre, la Capac a exprimé son soutien aux déclarations d'Eugenio Martínez, directeur général pour l'Amérique latine et les Caraïbes du ministère cubain des affaires étrangères, qui a mis en garde contre les "tentatives calomnieuses d'associer Cuba à la prétendue agitation ou préparation d'actes de vandalisme en Argentine".

J'affirme catégoriquement que Cuba ne promeut pas, ne participe pas et ne réalise pas d'actes qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures de l'Argentine, a ajouté M. Martínez dans un message publié la veille.

Le Capac a reproduit cette déclaration et dénoncé l'existence d'une manœuvre visant à dissimuler le fait que la mobilisation populaire dans les rues est une réponse aux politiques d'ajustement appliquées par le gouvernement du parti d'extrême droite Javier Milei.

Nous subissons la mise en œuvre d'une doctrine de choc fiscal criminelle qui aggrave la crise, affecte tous les secteurs du tissu social et ne peut être soutenue que par un plan de récession qui, dans les mois à venir, provoquera davantage d'inflation, des pertes d'emploi et condamnera tout le monde à des salaires de misère, souligne le communiqué.

Il condamne également l'intention du ministère argentin des affaires étrangères de retirer ses ambassadeurs à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua, laissant ainsi les relations diplomatiques à un second niveau.

Il s'agit d'une mesure qui n'a jamais fait l'objet d'une consultation du Congrès ou de la population. Les dernières actions de l'administration actuelle visent à persécuter et à intimider les citoyens. Par conséquent, nous dénonçons le fait que nous sommes face à un gouvernement totalitaire qui affecte gravement tous les secteurs de la société. Nous sommes en présence d'un anarcho-capitalisme qui ne peut fonctionner qu'avec la répression, souligne-t-il.

Avec la mise en œuvre du protocole, la protestation sociale n'est plus un droit mais un crime. Cela peut même être compris comme l'imposition d'un état d'urgence avec la suspension des droits et des garanties pour le peuple, conclut-il. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/342625-les-journalistes-argentins-rejettent-les-declarations-sur-cuba>



Radio Habana Cuba